

Question d'Europe

n°318

23 juin 2014

Après les élections, quelles perspectives pour l'Union européenne ?

Julien Zalc

Résumé :

Au lendemain des élections du Parlement européen des 22-25 mai 2014, quel avenir pour les Européens ? Quelles perspectives pour l'Union européenne ? Alors qu'au plus fort de la crise de l'euro, certains prédisaient la disparition de la monnaie unique européenne, voire même la désintégration pure et simple de l'Europe, qu'en est-il, à un moment où la sortie de crise semble se confirmer ? Les Européens se montrent particulièrement préoccupés pour l'avenir. Une très large majorité d'entre eux sont ainsi convaincus que la vie de la jeune génération sera plus difficile que la leur. L'Europe doit donc se préparer pour faire face aux principaux défis de demain. Comment ? En mettant en avant les atouts existants, et surtout en améliorant les points faibles. Plusieurs éléments pourraient avoir une influence positive sur la manière dont les Européens envisagent l'avenir : l'amélioration de la situation économique, d'abord. Mais également les changements qui devraient intervenir dans les institutions européennes à la suite du dernier scrutin.

« No future », scandait le mouvement punk à la fin des années 70. C'était il y a près de 40 ans, quelques années après le choc pétrolier, et cela marquait le début de la fin des trente glorieuses et du plein emploi. Et maintenant ? Quel futur pour l'Union européenne et les Européens ? Quelle place pour l'Union européenne dans un monde globalisé, face à la concurrence des grandes puissances économiques, et celle de plus en plus aigüe des pays émergents, aux croissances vertigineuses, aux coûts du travail imbattables et aux normes sociales et environnementales peu contraignantes, pour ne pas dire pire ?

Une date d'abord : 2040 à partir de laquelle la population européenne devrait commencer à décliner. Dès 2015, le nombre de décès devrait être supérieur au nombre de naissances, et l'immigration devrait donc permettre d'assurer la progression démographique dans l'Union européenne. En 2060, près d'un tiers de la population européenne devrait avoir plus de 65 ans [1]. Les conséquences de ce phénomène sur la vie économique vont être nombreuses : vieillissement de la force de travail, remise en question du système de retraite, bouleversement des habitudes de consommation, un ensemble de facteurs forcément anxiogènes.

Dans ce contexte, et même si l'Union européenne semble émerger petit à petit de la crise économique, il semble difficile pour les Européens d'envisager l'avenir sereinement. Les récentes enquêtes Eurobaromètre nous donnent des éléments précis sur la perception qu'ils ont du futur de l'Union européenne. Elles montrent clairement que l'inquiétude domine au moment d'envisager l'avenir. Les Européens estiment notamment que la jeune génération va avoir une vie plus difficile que la leur. Ils considèrent aussi que l'Union européenne aura moins d'influence que les plus grandes puissances mondiales que sont la Chine et les Etats-Unis. Principale raison de ce pessimisme pour l'avenir ? L'économie, bien évidemment, et surtout l'emploi, perçu comme le principal défi.

Que changer pour aborder l'avenir avec davantage de confiance ? L'Union européenne dispose d'un certain nombre d'atouts, déjà, sur lesquels elle peut s'appuyer. La société européenne doit également mettre l'accent sur certains domaines, pour être mieux préparée pour les défis de demain. Enfin, une part importante des citoyens européens semble aussi penser que davantage de décisions devraient être prises au niveau européen, notamment dans des secteurs qu'ils estiment clés pour leur avenir.

1. Chiffres extraits de l'enquête « The 2012 Ageing Report » de la Commission européenne. http://ec.europa.eu/economy_finance/publications/european_economy/2012/pdf/ee-2012-2_en.pdf

Après les élections, quelles perspectives pour l'Union européenne ?

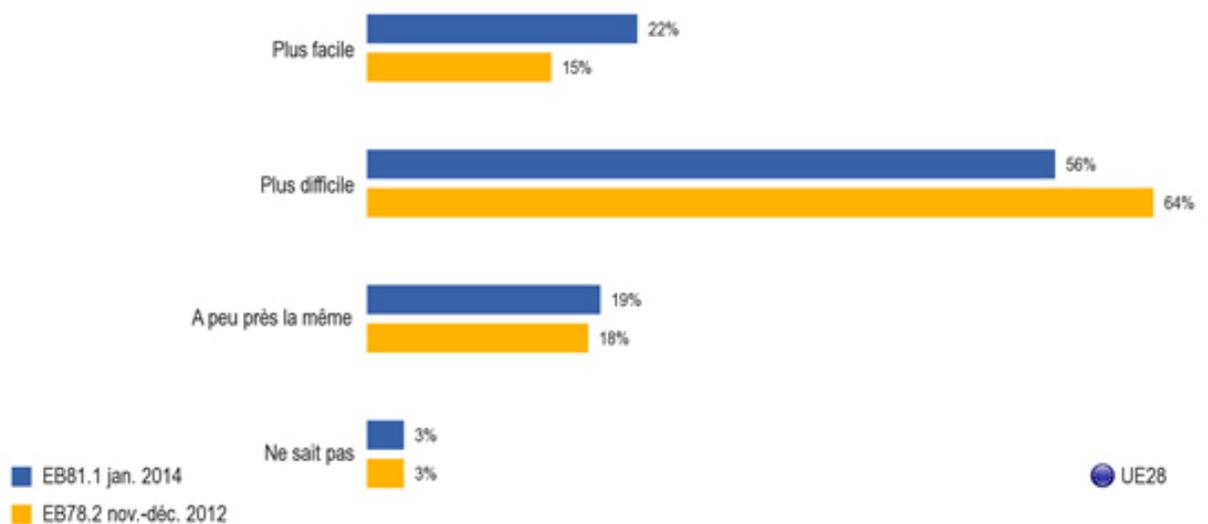
Les raisons d'être optimiste existent, notamment en ce début d'été 2014 : la conjoncture économique s'améliore, et cela ressemble de plus en plus à une réelle sortie de crise. Par ailleurs, les résultats des dernières élections européennes vont entraîner un certain nombre de changements dans les institutions européennes, notamment au Parlement et à la Commission européenne, et donner ainsi un nouvel élan à la construction européenne. Par ailleurs, l'émergence d'une nouvelle génération de femmes et d'hommes politiques européens pourrait participer à réconcilier les citoyens avec le projet européen.

1/ QUEL FUTUR POUR L'UE ? DES PERSPECTIVES ASSEZ SOMBRES

Une vie plus difficile pour la jeune génération

Pendant longtemps, les gens ont eu le sentiment que la vie serait plus facile pour leurs enfants, en raison des avancées technologiques et médicales, de la croissance économique, et des progrès sociaux. Mais ça, c'était avant. La crise est passée par là, et ce sentiment s'est inversé : une majorité absolue d'Européens pensent que la vie des enfants sera plus difficile que la leur (56%, contre 22% qui jugent au contraire qu'elle sera « plus facile ») [2].

En général, pensez-vous que la vie de ceux qui sont enfants aujourd'hui dans l'UE sera plus facile, plus difficile ou à peu près la même que pour ceux de votre génération ?



C'est l'opinion d'une majorité de la population dans 21 Etats membres, les champions du pessimisme étant comme (trop) souvent les Français, avec 10% seulement de réponses « plus facile ». A l'autre bout de l'échelle, l'espoir est majoritaire au Portugal où plus de la moitié des personnes interrogées espèrent que la vie de leurs enfants sera meilleure que la leur.

Ce sentiment varie également en fonction des catégories sociodémographiques, avec les plus fortes différences en fonction de l'âge. Comme souvent sur les questions projectives, les jeunes sont nettement moins pessimistes que les plus âgés : si 59-60% des personnes âgées de 40 ans et plus pensent que la

vie sera plus difficile pour leurs enfants, seuls 44% des 15-24 ans partagent cette opinion. Malgré ces différences, le pessimisme domine dans la plupart des catégories d'Européens.

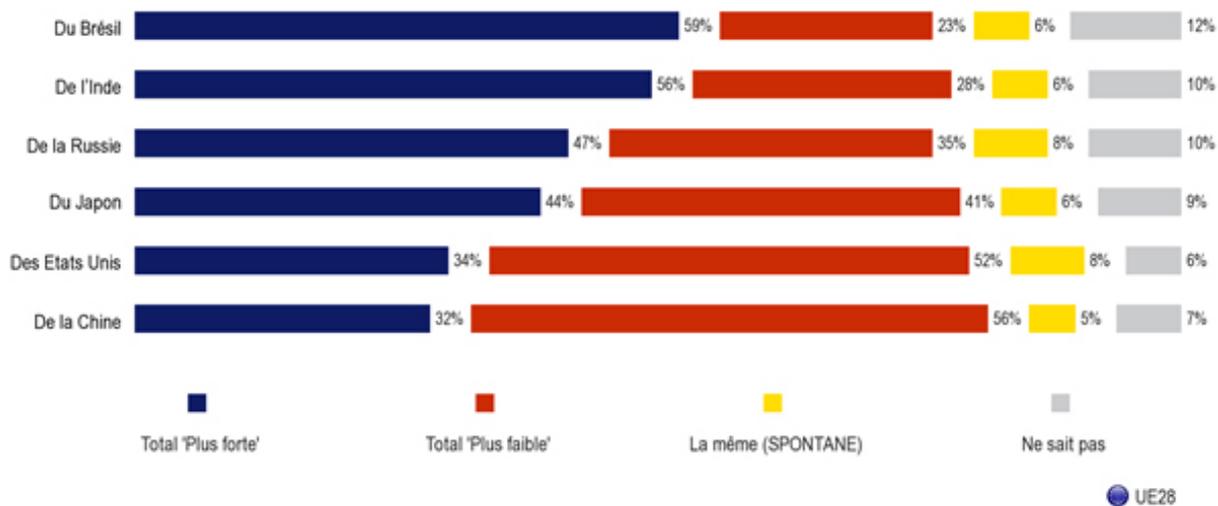
Quelle voix pour l'Union européenne en 2020 ?

Au-delà de cette préoccupation des citoyens européens sur le futur des jeunes - les Européens de demain se profile également une autre inquiétude : celle concernant la voix qu'aura l'Union européenne dans le concert mondial. Interrogés sur l'influence globale qu'aura l'Union européenne en 2020, les Européens sont en effet divisés : s'ils jugent que l'influence globale

de l'Union européenne sera supérieure à celle du Brésil (59% estiment qu'elle sera supérieure, contre 23% d'un avis contraire) et de l'Inde (56% contre 28%), et même à celle de la Russie [3] (47% contre 35%), les Européens sont plus partagés en ce qui concerne le Japon (44% contre 41%) [4]. En revanche, face aux

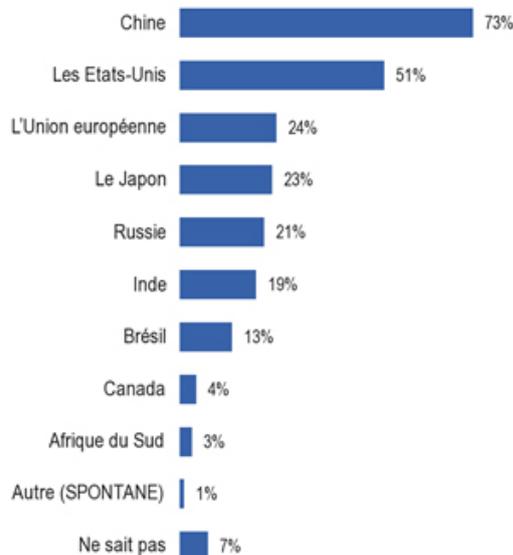
deux mastodontes que sont la Chine et les Etats-Unis, c'est le pessimisme qui domine. Plus de la moitié des citoyens européens considère que l'influence globale de l'Europe sera plus faible que celle de la Chine (56% « plus faible », contre 32%), ou des Etats-Unis (52% contre 34%).

En pensant à l'année 2020, pensez-vous que l'influence globale de l'UE sera plus forte ou plus faible que celle ... ?



Il semble que le lien entre perception de l'influence globale et puissance économique soit très prononcé. En effet, invités à se prononcer sur le pays qui sera la première puissance économique mondiale en 2025,

les Européens citent d'abord la Chine devant les Etats-Unis. L'Union européenne arrive en troisième position, assez loin derrière, mais elle précède le Japon, la Russie, l'Inde et le Brésil [5].



3. Rappelons cependant que cette question a été posée avant la crise de Crimée, et les troubles dans l'est de l'Ukraine.

4. Eurobaromètre spécial 413

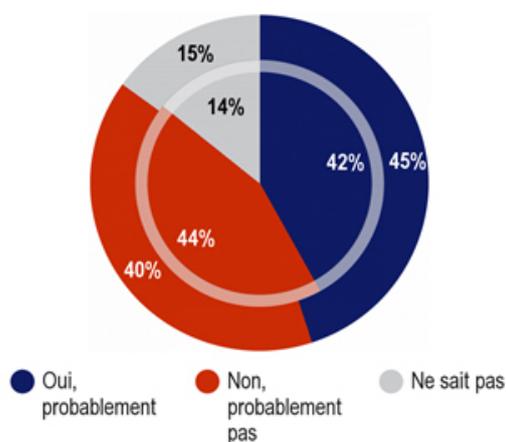
5. Eurobaromètre spécial 413

Après les élections, quelles perspectives pour l'Union européenne ?

On retrouve donc exactement la même hiérarchie que pour la question précédente : les Européens pensent que l'Union européenne sera derrière la Chine et les Etats-Unis, mais devant le Japon, la Russie, l'Inde et le Brésil. Les incertitudes concernant l'influence qu'aura l'Union européenne dans le futur semblent très fortement liées à celles concernant la situation économique de l'Europe par rapport à celles des autres grandes puissances.

Les doutes sur le rôle diplomatique qu'aura l'Europe dans le futur apparaissent plus nettement encore lorsqu'on demande directement aux Européens s'ils pensent qu'en 2030, l'Union européenne sera une des principales puissances diplomatiques mondiales [6] : 45% des Européens sont de cet avis, contre 40% qui jugent *a contrario* que ce ne sera probablement pas le cas.

Pourriez-vous me dire si, selon vous, en 2030, l'UE sera une des principales puissances diplomatiques mondiales ?



"Camembert" intérieur : EB76.4 déc. 2011

"Camembert" extérieur : EB78.2 nov.-déc. 2012



Comme souvent, ce partage de l'opinion à l'échelon européen cache de profondes divergences entre les pays : ainsi, dans 14 Etats membres, le sentiment que l'Union européenne sera une vraie puissance diplomatique est majoritaire, avec les proportions les plus importantes atteintes au Danemark et en Suède (64% dans les deux pays). L'opinion contraire domine dans 12 Etats membres, avec les doutes les plus importants en Slovaquie (71% de « non, probablement pas ») et en République tchèque (69%).

Le principal défi de l'Union européenne ? L'économie évidemment !

Pas besoin de chercher loin pour expliquer ce pessimisme sur l'avenir des jeunes, et l'influence de l'Europe dans le monde : « it's the unemployment, stupid ! [7] » L'examen des principaux défis auxquels est confrontée l'Union européenne permet

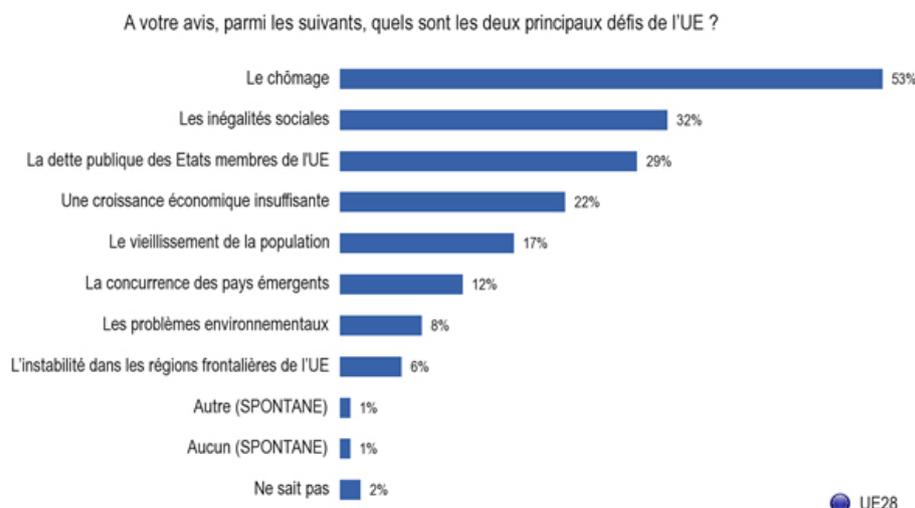
de comprendre cette inquiétude pour le futur. Le chômage s'impose, de loin, comme le principal défi de l'Union européenne : cité par plus de la moitié des Européens (53%), il devance assez nettement les autres choix possibles que sont les inégalités sociales (32%), la dette publique des Etats membres (29%) et la croissance économique insuffisante (22%) [8]. Pour les Européens, les quatre principaux défis de l'Union européenne sont directement liés à l'économie.

L'Allemagne, où la question de la dette publique des Etats membres arrive en tête, et l'Estonie, où les personnes interrogées citent d'abord le vieillissement de la population, se distinguent : ce sont les deux seuls pays où le chômage n'est pas considéré comme le principal défi. Partout ailleurs, le chômage est considéré comme le défi n°1 dans des proportions qui atteignent 78% à Chypre, 68% en Pologne et 67% en Espagne.

6. Eurobaromètre spécial 394 : Futur de l'Europe – novembre-décembre 2012

7. Pendant la campagne électorale pour l'élection présidentielle américaine de 1992, « the economy, stupid », a été l'un des messages phares de la campagne de Bill Clinton.

8. Eurobaromètre spécial 413



Les inquiétudes sur le chômage, et plus généralement sur l'économie, pèsent sur le moral des Européens. Ils sont inquiets pour l'avenir de la jeune génération, mais également pour la place qu'occupera l'Europe dans le futur. La peur du déclassement n'est pas uniquement individuelle, elle semble également collective.

2. COMMENT SE PRÉPARER AU MIEUX POUR L'AVENIR ?

Capitaliser sur les atouts existants ?

Comment l'Union européenne doit-elle se préparer pour les défis de demain ? Peut-elle capitaliser sur ses principaux atouts ? Et d'ailleurs, quels sont-ils ?

Malgré les inquiétudes décrites précédemment, la puissance économique, industrielle et commerciale de l'Union européenne est le premier atout de l'Europe pour ses citoyens (33%), juste devant le respect pour la démocratie, les droits de l'Homme et l'Etat de droit (31%) [9].

Cette première place accordée à la puissance économique, industrielle et commerciale de l'Union européenne peut sembler quelque peu contradictoire, au regard de la prédominance de la thématique économique dans la hiérarchie des principaux défis. Il n'en est rien. Les Européens savent que l'Union européenne a d'ores et déjà des atouts économiques, industriels et commerciaux bien réels. Leur inquiétude vient du sentiment que l'économie européenne perd, jour après jour, du terrain par rapport à la concurrence. Celle des poids-lourds de l'économie mondiale (Chine et Etats-Unis), mais également celles des puissances

émergentes (Inde, Brésil, mais également Afrique-du-Sud, Indonésie, Mexique, etc.).

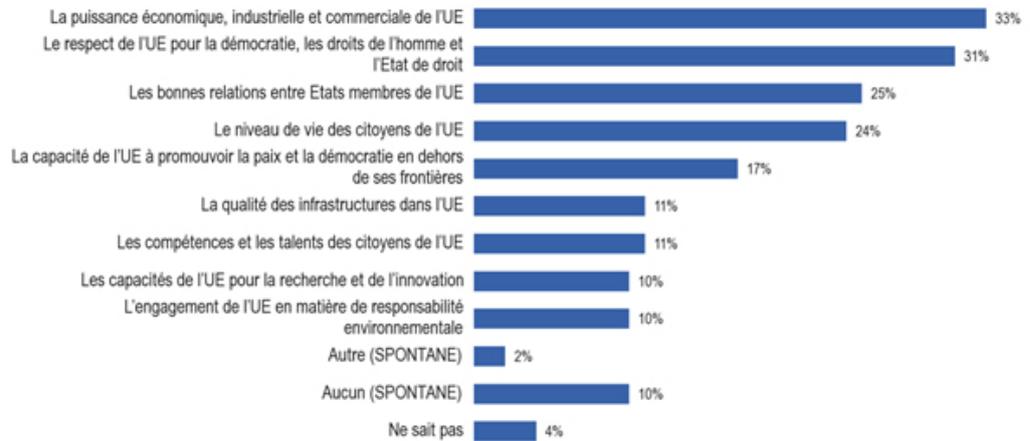
Au troisième et au quatrième rang des principaux atouts de l'Union européenne, les Européens placent les bonnes relations entre Etats membres (25%), et le niveau de vie des citoyens (24%) : deux dimensions importantes, mais qui ne représentent pas vraiment un gage de sécurité pour aborder les défis de demain dans un monde globalisé de plus en plus concurrentiel.

Les compétences et les talents des citoyens européens et les capacités de l'Union européenne pour la recherche et l'innovation permettraient sans doute d'envisager l'avenir avec davantage de confiance, mais ces dimensions sont citées par une minorité d'Européens (respectivement 11% et 10%).

On note enfin qu'une proportion non négligeable d'Européens répond spontanément que l'Union européenne n'a aucun atout. Sans surprise, c'est dans les Etats les plus touchés par la crise, que ce sentiment est le plus prononcé : en Grèce (29%, où c'est d'ailleurs la première réponse donnée, largement devant tous les autres items proposés), mais également au Portugal, en Slovénie et en Espagne (18% dans chacun de ces pays). Dans 10 Etats membres, cette proportion atteint 10% ou plus.

Au final, les citoyens européens reconnaissent un certain nombre d'atouts à l'Union européenne. Cependant, ceux qui seraient susceptibles de leur donner le sentiment qu'ils sont bien armés pour affronter l'avenir comme, par exemple, la recherche et l'innovation ne sont cités qu'en queue de peloton.

A votre avis, quels sont les principaux atouts de l'UE aujourd'hui ? TOTAL



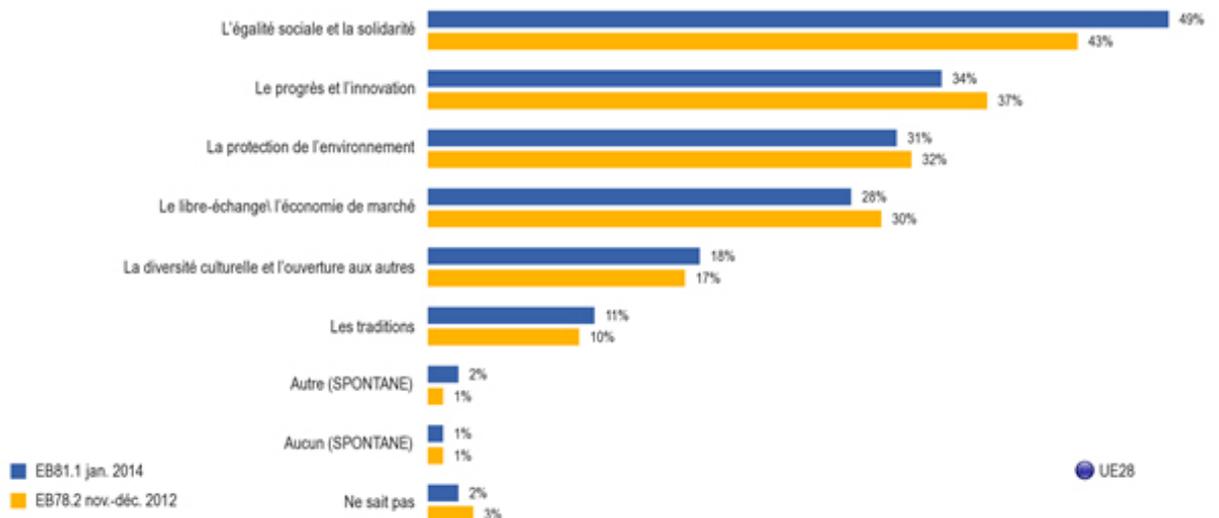
UE28

Promouvoir l'égalité sociale et la solidarité

D'un point de vue stratégique, comment se renforcer et être mieux armé pour aborder l'avenir avec un maximum d'atouts ? En maintenant ses points forts mais surtout en améliorant et en développant ses points faibles ; valable dans de nombreux domaines, cet axiome peut également s'appliquer à l'Union européenne. C'est ce qui semble ressortir des réponses des Européens, lorsqu'on leur demande sur quoi la société européenne devrait mettre l'accent pour faire face aux futurs défis.

Ils citent d'abord l'égalité sociale et la solidarité, qui l'emporte nettement sur tous les autres items, avec 49% (+6% depuis novembre-décembre 2012), devant le progrès et l'innovation (34%, -3) [10]. Les Européens souhaitent donc avant tout que la société mette l'accent sur des domaines qu'ils estiment être des faiblesses de l'Union européenne : en effet, les inégalités sociales sont perçues comme l'un des principaux défis (au deuxième rang, derrière le chômage), tandis que le progrès et l'innovation n'arrive qu'en bas du classement des atouts européens.

Parmi les propositions suivantes, quelles sont les deux sur lesquelles notre société devrait mettre l'accent pour faire face aux principaux défis mondiaux ?



UE28

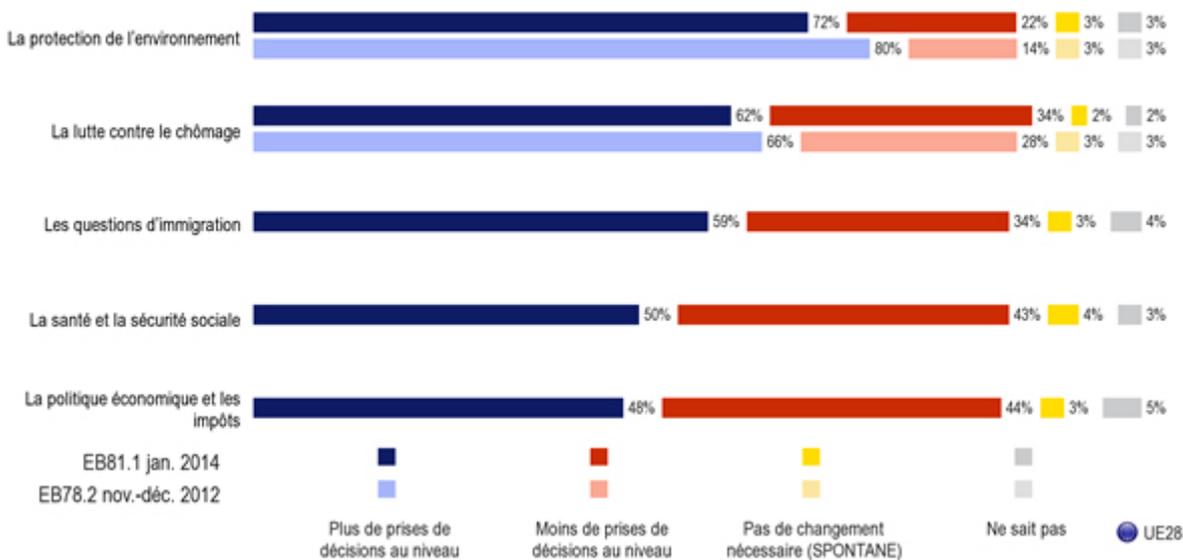
Au troisième rang, les Européens citent la protection de l'environnement (31%, -1), devant le libre-échange ou l'économie de marché (28%, -2). La diversité culturelle et l'ouverture aux autres ainsi que les traditions sont moins citées.

Donner plus de pouvoir à l'Union européenne ?

Ayant identifié un certain nombre de points sur lesquels il faudrait se focaliser pour faire face aux défis futurs, se pose maintenant la question de la meilleure manière de procéder. Et surtout, du meilleur niveau d'action : national ou européen ? Les Européens semblent pencher pour la seconde option, et souhaitent que l'Union européenne prenne davantage de décisions, notamment dans des domaines comme la protection de l'environnement (72%, contre 22% pour moins de décisions) et la lutte contre le chômage (62%, contre 34%) [11]. Rappelons

qu'ils considèrent que la société européenne devrait mettre l'accent sur la protection de l'environnement pour faire face aux principaux défis mondiaux, et que le chômage est le principal défi : ce sont donc sur des sujets majeurs qu'ils souhaitent que l'Union européenne ait plus de pouvoir décisionnel. Une large majorité d'Européens considèrent également que plus de décisions devraient être prises au niveau européen en ce qui concerne « les questions d'immigration » (59% contre 34%). L'opinion publique européenne est plus divisée en ce qui concerne « la santé et la sécurité sociale » (50% contre 43%) et « la politique économique et les impôts » (48% contre 44%). Ces résultats semblent signifier qu'une partie des Européens considèrent la politique européenne comme un des leviers à actionner pour que l'Union européenne soit mieux préparée pour affronter les principaux défis mondiaux.

Pour chacun des domaines suivants, dites-moi si vous pensez que plus ou moins de prises de décisions devraient avoir lieu au niveau européen.



3. DES RAISONS D'ESPERER

Une dynamique positive

Les dernières mesures de l'Eurobaromètre révèlent une réelle amélioration des indicateurs de perception de la situation économique. L'évaluation des situations économiques nationales et européenne, comme les perspectives d'évolution à court terme se sont

améliorées. Si elles restent très majoritairement négatives, la tendance baissière qui caractérisait ces indicateurs depuis plusieurs années semble enfin inversée, et il se pourrait que ce soit parti pour durer. Maintes fois annoncée, autant de fois repoussée, la reprise semble enfin là, même si elle reste timide pour le moment. Un indicateur sera tout particulièrement scruté au cours des mois à venir : la courbe du chômage, en hausse quasiment constante depuis 2007.

11. Eurobaromètre spécial 413

Après les élections, quelles perspectives pour l'Union européenne ?

Si elle venait à s'inverser durablement, l'état d'esprit de l'ensemble des Européens s'améliorerait. Ce qui pourrait enclencher le fameux cercle vertueux : confiance => relance de la consommation et des investissements => croissance => baisse du chômage => confiance. De quoi envisager l'avenir un peu plus sereinement.

Les élections européennes de mai 2014 peuvent avoir un effet positif sur la confiance des Européens dans l'avenir. Tout d'abord, parce qu'elles sont sans doute le moment où la distance – parfois perçue comme infiniment grande – entre les citoyens et leurs institutions européennes est la moins importante : les citoyens ont tous été appelés aux urnes pour élire leurs députés européens, et les questions européennes ont occupé l'espace médiatique pendant quelques semaines. Conséquence directe, c'est également un moment où le sentiment qu'ont les Européens d'être pris en compte par l'Union européenne progresse. Or ce sentiment [12] est fortement corrélé à la confiance dans l'avenir, qui va très probablement mécaniquement augmenter dans les prochaines enquêtes d'opinion.

Après les élections européennes, vers une Europe plus politique ?

Une légitimité renforcée pour les institutions européennes et les prises de décisions au niveau européen

Une majorité d'Européens souhaitent qu'il y ait davantage de décisions prises au niveau européen, dans des domaines aussi variés que la protection de l'environnement, la lutte contre le chômage, ou les questions d'immigration. Pour la première fois, les Européens ont participé indirectement à la désignation du Président de la Commission européenne par leur vote aux élections européennes. Le nouveau Président aura donc logiquement une plus grande légitimité démocratique, ce qui ne manquera pas d'avoir un impact positif sur l'ensemble des institutions européennes et leurs décisions. Cette légitimité renforcée pourrait faciliter une inflexion vers une Union européenne plus politique, simplement parce que les grandes orientations données par la Commission résulteront, in fine, du vote des citoyens.

De nouvelles personnalités... une nouvelle politique ?

Au-delà des aspects théoriques, la politique est également une affaire de personnes et de personnalités.

Ce scrutin européen va très clairement marquer un changement important à cet égard. A tort ou à raison, le Président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, et la Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Catherine Ashton, ont parfois été durement critiqués pendant leur mandat. Quelles que soient les personnes qui leur succéderont, il reste à espérer qu'elles insuffleront un nouvel élan au projet européen.

Par ailleurs, de nouvelles personnalités politiques ont émergé sur la scène européenne : Ska Keller, la co-candidate des Verts, Alexis Tsipras, celui de la Gauche Unitaire européenne, ou encore Matteo Renzi, le président du Conseil italien, présenté comme l'un des grands gagnants de ce scrutin européen (avec 40.8% de suffrages, le Parti Démocrate italien l'a emporté en Italie). Jeune, talentueuse, investie dans les questions européennes, cette nouvelle génération de femmes et d'hommes politiques peut redonner goût à l'Europe et confiance dans le projet européen. Cela permettrait à l'Union européenne et à ses citoyens d'aborder le futur de la meilleure manière possible.

CONCLUSION

Population vieillissante, économie menacée par l'appétit des nouvelles puissances émergentes, Etats membres dégradés par les agences de notation suite à la crise de la dette, accroissement des inégalités entre citoyens européens, chômage qui n'en finit plus d'augmenter : dans ce contexte anxiogène, il est difficile pour les Européens d'être optimistes au moment de se projeter dans l'avenir.

Une large majorité d'entre eux estiment que la vie de la jeune génération sera plus difficile que la leur, un sentiment qui va à l'encontre de l'idée même de progrès. Par ailleurs, ils craignent que la voix de l'Europe soit peu audible à côté de celles des Etats-Unis ou de la Chine, les autres grandes puissances économiques. Cette angoisse de déclassement de l'Europe et de ses citoyens peut s'expliquer par la hiérarchie des principaux défis qui se posent, dominés par la thématique économique.

L'Europe peut-elle s'appuyer sur ses atouts pour préparer l'avenir ? En partie seulement. Car si la puissance économique, industrielle et commerciale

12. Voir Question d'Europe 290 : L'opinion publique européenne : en finir avec le pessimisme. <http://www.robert-schuman.eu/fr/questions-d-europe/0290-l-opinion-publique-europeenne-en-finir-avec-le-pessimisme>

de l'Union européenne est perçue comme le principal atout actuel, c'est sans se détacher nettement des autres dimensions proposées. En revanche, ce qui serait le plus à même de rassurer sur la capacité de l'Union européenne à affronter les défis de demain, les compétences et les talents des citoyens européens ou les capacités de l'Union européenne pour la recherche et l'innovation figurent très loin dans la liste des atouts cités.

Logiquement, c'est sur ce qu'ils perçoivent comme des faiblesses de l'Union que les Européens jugent qu'il faut mettre l'accent pour faire face aux principaux défis mondiaux : l'égalité sociale, menacée par le chômage qui creuse les inégalités entre Européens, et le progrès et l'innovation, qui apparaît comme un point faible. Pour ce faire, une partie d'entre eux souhaitent que l'Europe ait davantage de pouvoirs décisionnels.

Si à première vue, les perspectives européennes semblent peu réjouissantes, les Européens n'apparaissent pas pour autant résignés : ils ont identifié les points sur lesquels la société européenne doit se focaliser pour être mieux préparée aux défis de demain, et une part importante d'entre eux souhaitent donner davantage de moyens à l'Union européenne pour y parvenir.

D'autant que le contexte est favorable : l'économie européenne redémarre enfin, et cela va indéniablement avoir des conséquences positives sur le moral des

Européens. Par ailleurs, les élections européennes de mai dernier peuvent donner une nouvelle impulsion. Associer les citoyens au processus de désignation du nouveau Président de la Commission européenne a pu constituer un premier pas vers la réconciliation des Européens avec leurs institutions. Les personnalités qui vont occuper les principaux postes des institutions – président de la Commission européenne, Haut Représentant de l'Union pour les Affaires étrangères, président du Conseil européen –, peuvent insuffler un nouvel élan à la construction européenne en lui donnant une tonalité plus politique. Cela semble en tout cas être le souhait d'une partie des citoyens, demandeurs de davantage de décisions prises à l'échelon européen, et cela pourrait sans doute éclaircir leurs perspectives d'avenir. Pour cela il est donc essentiel que les institutions respectent le vote des citoyens européens, et choisissent le candidat du parti ayant remporté ces élections comme prochain Président de la Commission européenne : Jean-Claude Juncker, candidat du PPE. Un retournement de situation et la nomination d'un autre candidat apparaîtrait comme un véritable déni de démocratie : cela enverrait alors un signal désastreux à l'ensemble des citoyens européens.

Julien Zalc

Consultant pour TNS opinion

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.